14 octobre 2007, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Alors, bonjour, mesdames et messieurs, et bon dimanche. Merci beaucoup de vous être joints à nous à nouveau pour quelques commentaires sur les enjeux qui touchent très directement votre vie au Québec.

Dans mes deux premières interventions, j'ai eu l'occasion de commenter des projets qui sont en lien avec la croissance économique au Québec, la création de richesse et le maintien de notre qualité de vie. Le premier projet dont je vous ai parlé, c'est l'ouverture des marchés pour qu'on puisse investir davantage, qu'on puisse faire davantage de commerce, [qu'il y ait] davantage de mobilité de la main-d'œuvre pour encourager la croissance économique. C'est un moteur de croissance très important pour nous. Le deuxième, celui dont je vous ai parlé la semaine dernière, c'est l'énergie et l'environnement. Au Québec, c'est notre marque de commerce, c'est notre signature. L'énergie hydroélectrique, entre autres, mais aussi l'énergie éolienne puis les formes d'énergies alternatives.

Nous allons investir 31 milliards de dollars dans les dix prochaines années, entre autres dans les régions du Québec, pour développer notre énergie pour notre marché à nous, pour nos industries mais aussi pour exporter, mais, à nouveau, pour créer et encourager la croissance économique.

Cette semaine, je veux vous parler d'un troisième moteur de croissance économique, un moteur très important qui aura un impact très direct sur votre vie à vous, votre vie de tous les jours, mais aussi dans chacune des régions du Québec. Nous allons, dans les prochaines années, déployer un plan d'investissement pour nos infrastructures sur une période de 15 ans. Nous avons annoncé une première phase d'investissements pour les cinq prochaines années. Et dans les cinq prochaines années, nous allons investir 30 milliards de dollars.

Trente milliards de dollars, c'est la moitié du budget annuel du gouvernement du Québec. Trente milliards de dollars, pour vous donner une idée des proportions, c'est l'équivalent de reconstruire toutes les maisons de la grande région de Québec. C'est ce que nous allons investir dans les cinq prochaines années. On va faire ça dans tous les domaines : les hôpitaux, les écoles, les routes, les aqueducs, l'eau potable. Également, les institutions culturelles, les municipalités... Partout, dans toutes les régions, dans toutes les municipalités, nous allons construire. Et pourquoi allons-nous le faire? Parce qu'on est en rattrapage. Parce que, malheureusement, l'histoire du Québec est la suivante.

On a construit intensivement dans les années 60, 70 au Québec dans tous les domaines : les écoles, les routes, les hôpitaux aussi. C'était la période de la Révolution tranquille, on était en rattrapage. Mais la suite de l'histoire, malheureusement, c'est qu'on a arrêté d'investir après ça. Puis, on a arrêté de maintenir ce qui nous appartenait. C'est un peu, mesdames et messieurs, comme si on s'était construit une maison pour notre famille dans les années 60, une maison confortable, une maison qui est belle, une maison qui n'est pas très luxueuse mais qui est convenable pour notre famille à nous, les Québécois, mais qu'après l'avoir

construite, la maison, on ait arrêté d'investir, on [ait] arrêté de s'en occuper. Et là, eh bien, la galerie est en mauvaise forme, le chauffage marche moins, le toit coule, les fenêtres ont besoin d'être renouvelées, et aujourd'hui, eh bien, on fait un constat : c'est que le moment est venu pour nous d'assumer ce déficit, de faire face à nos responsabilités pas seulement pour nous mais parce que le temps passe et que nos enfants aimeraient bien habiter cette maison-là. En fait, ils ont bien le droit de l'habiter dans les mêmes conditions que nous. Là, on a un devoir envers eux, c'est de la remettre en forme pour qu'on puisse au Québec avoir la même qualité de vie pour nos enfants que celle qu'on s'est payée, nous, quand on a construit ces maisons-là, ces infrastructures dans les années 60-70.

Alors, nous allons investir à tous les niveaux pour maintenir nos écoles, nos hôpitaux, pour les routes également. D'ailleurs, au niveau des routes, ce n'est pas très sorcier. Si vous avez l'occasion de voyager à l'extérieur du Québec, vous constatez dès l'instant où vous êtes sur une route aux États-Unis, même en Ontario, que la qualité des infrastructures est supérieure. Alors, on sait ce qu'on a à faire et on a l'intention d'assumer cette responsabilité pour les prochaines années. En passant, on n'a pas attendu cette année pour bouger. Le gouvernement du Québec, depuis notre élection en 2003, a réinvesti de manière très importante au niveau des infrastructures, et pour le maintien de nos infrastructures en particulier.

Alors, c'est un grand projet que nous allons faire ensemble, tous les Québécois. Et chacun d'entre vous est interpellé. Il y aura de l'emploi dans chacune des régions du Québec. Ça va faire rouler la construction. Ça va créer de la croissance économique. Ça va créer des emplois également. Mais, cette fois-ci, on ne prend aucune chance. S'il est vrai que les gouvernements, toutes tendances confondues, dans les 30 dernières années ont négligé leurs responsabilités, on ne va pas répéter la même erreur deux fois. Nous allons déposer un projet de loi à l'Assemblée nationale. On va se donner de nouvelles règles dans cette maison que nous allons construire ensemble. On va s'obliger à faire un rapport annuel sur l'état de nos infrastructures, comme une famille fait son budget annuel. On va s'obliger à revoir chaque année l'état de nos infrastructures, comme une famille ferait le tour de sa maison pour voir dans quel état est sa maison au printemps, et à voir quels travaux nous avons à faire. Nous allons investir de manière continue, puis on va le faire sur une période de quinze ans.

La première tranche de cinq ans est réglée maintenant : c'est 30 milliards. Quand on arrivera au bout du cinq ans, on déterminera combien d'argent il faut investir dans les prochaines années. Mais, là, on ne prend aucune chance, et on va planifier pour le long terme. On va faire ce qui relève du bon sens. Si on veut habiter cette maison, si nous l'aimons, au lieu de planifier à court terme, on va planifier sur le long terme. On va faire comme toutes les familles. On va se dire : « Eh bien, dans x temps, il faudrait faire tels travaux, il faudrait remplacer la galerie arrière ou il faudrait remplacer la fournaise dans deux ans, dans trois ans. » On va regarder plus loin en avant. La loi va nous obliger à le faire. En plus, cette même loi va nous obliger à mettre en place un cadre très spécifique pour les investissements de 40 millions de dollars et plus. Ce que nous voulons éviter, c'est l'empressement de réaliser un projet sans qu'on l'ait planifié correctement. Éviter la situation où on est pressé de mettre la pelle dans la terre. Peut-être parce qu'on veut faire une image, peut-être parce qu'on veut

faire politiquement un beau geste. Mais, en agissant comme ça, en mettant la pelle dans terre avant d'avoir fait les plans, eh bien, inévitablement on se met à risque d'augmenter le coût des travaux et de gaspiller des fonds publics. Là-dessus, il n'est pas question de gaspiller votre argent. Si mon gouvernement a une marque de commerce depuis son élection, c'est sa rigueur dans la gestion des fonds publics. On sait, puis on est conscient du fait que c'est votre argent. Et ça doit être géré avec beaucoup, beaucoup de discipline. La loi va nous obliger à nous discipliner.

C'est donc le magnifique projet que nous proposons pour le Québec : un moteur économique qui va créer de la croissance, qui va créer de la prospérité, qui va créer des emplois dans toutes les régions du Québec en particulier. Et je vous invite à communiquer avec votre député : si vous avez des projets dans votre région que vous voulez faire avancer, c'est le temps. C'est le moment de remettre à niveau et de remettre en état notre propre maison au Québec.

En terminant, je vous invite à suivre les travaux de l'Assemblée nationale cette semaine. Nous reprenons nos travaux le mardi 16 octobre. C'est une session parlementaire qui est assez courte à l'automne, ça va nous amener jusqu'à Noël. Une session parlementaire qui sera bien remplie, surtout avec le débat de ce projet de loi dont je vous parlais il y a une minute. Ça fera partie de nos débats à l'Assemblée nationale et ce sera l'occasion pour vous de suivre de près les travaux et les décisions du gouvernement, les décisions qui vous touchent de très près dans votre vie de tous les jours.

Si vous avez des commentaires ou si vous avez des questions, je vous invite à communiquer avec moi en passant par notre site Internet. Le site Internet, l'adresse du site Internet est le suivant : www.premier-ministre.gouv.qc.ca.

Merci, bon dimanche et à la semaine prochaine.